

Convention Cadre

Pour la formation de l'élite pour la réussite de la transition énergétique

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Le Ministère de la Transition Energétique et des Energies Renouvelables, représenté par Monsieur le Ministre, le Professeur Chems- Eddine CHITOUR ;

D'UNE PART

ET

- Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, représenté par Monsieur le Ministre, le Professeur Abdelbaki BENZIANE ;
- Le Ministère de l'Energie et des Mines, représenté par Monsieur le Ministre, Mohamed ARKAB ;
- Le Ministère de l'Industrie, représenté par Monsieur le Ministre, Mohamed BACHA.

D'AUTRE PART

Préambule :

Le but de cette convention, à travers le concours de chaque département ministériel, est de créer les conditions les plus favorables pour la réussite de la Transition Energétique, dans son volet **formation et recherche appliquée**.

- Considérant que l'ensemble des textes fondamentaux du pays posent le principe de la nécessaire complémentarité entre les différents secteurs de l'activité nationale pour rehausser le niveau de l'économie nationale dans le sens du progrès et d'une meilleure efficacité.
- Considérant que les institutions publiques, les entreprises publiques ou privées, les universités et les écoles universitaires, maillons décisifs du pays, ne peuvent échapper à cette règle et doivent par conséquent favoriser le partenariat et développer les échanges et la coopération en vue de faire évoluer leurs domaines respectifs.
- Considérant que les instances supérieures du pays encouragent l'établissement de conventions liant les opérateurs publics ou privés aux établissements d'enseignement supérieur dans le but de favoriser les échanges de coopération dans les domaines de la formation et de la recherche, entre autres.
- Considérant les attributions du Ministère de la Transition Energétique et des Energies Renouvelables, au titre de l'élaboration des politiques et des stratégies visant à développer les énergies renouvelables et à promouvoir l'efficacité énergétique dans le cadre de la politique générale du Gouvernement et de son programme d'action.
- Considérant l'arrêté n°353 du 13 mai 2013, fixant la liste des prestations de services et/ou d'expertises réalisées par l'Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel, en sus de ses missions principales et les modalités d'affectation des ressources y afférentes.
- Considérant l'arrêté n°1017 du 22 décembre 2020, habilitant les établissements de l'enseignement supérieur à la formation en vue de l'obtention du diplôme de post-graduation spécialisée et fixant le nombre de postes ouverts au titre de l'année universitaire 2020-2021.
- Considérant que, d'une part, le Ministère de l'Energie et des Mines, à travers la société NAFTAL-Spa, l'Autorité de Régulation des Hydrocarbures (ARH) et l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), et le ministère de l'Industrie, à travers le groupe GICA, ont décidé de participer à la prise en charge financière de la formation de Post Graduation Spécialisée en énergies renouvelables, et que, d'autre part, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, à travers l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB) et l'Ecole Nationale Polytechnique (ENP) ont accepté, la dispense de cette formation d'enseignement supérieure.

Ceci étant exposé, les parties signataires ont convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention cadre

Par la présente convention cadre, et sous l'égide du Ministère de la Transition Energétique et des Energies Renouvelables, les départements ministériels signataires de la présente, prennent acte de leur volonté mutuelle d'agir en partenaires afin de contribuer à la mise en œuvre du plan d'actions de la Transition Energétique, validé par Monsieur le président de la République, et particulièrement le développement et de la promotion des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Article 2 : Contenu de la convention cadre

Le partenariat prévu par cette convention cadre prévoit :

- ☐ L'organisation de la première session formation de Post Graduation Spécialisée en énergies renouvelables et efficacité énergétique, au titre de l'année universitaire 2021/2022, au profit du Ministère de la Transition Energétique et des Energies Renouvelables et pour une durée de **18 Mois**, au niveau des organismes relevant du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.
- ☐ La prise en charge financière de cette première session de formation de Post Graduation Spécialisée en énergies renouvelables et efficacité énergétique, par des entités relevant du ministère de l'Energie et des Mines et de celui de l'Industrie.

A ce titre, la contribution de chaque partie concernée s'effectuera sous forme de sponsoring dont le montant et les modalités de virement seront précisés dans les conventions bilatérales à conclure, à cet effet, avec les organismes d'enseignement supérieur cités au premier alinéa du présent article.

Article 3 : Mise en œuvre

Les conventions bilatérales citées à l'article 2 ci-dessus, sont régies par les dispositions réglementaires en vigueur et définissent les conditions techniques et financières propres à l'opération de sponsoring.

Article 4 : Obligations

- Les organismes de formation, relevant du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, sont chargés de mettre en œuvre un programme de formation dans les conditions les plus adéquates.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer, sur le plan pédagogique :

- ☐ La mise en œuvre des enseignements et de la coordination pédagogique ;
- ☐ La mise à disposition aux participants des supports pédagogiques et documentaires ;
- ☐ Le suivi pédagogique des participants ;
- ☐ La rémunération des experts et des formateurs ;
- ☐ L'accès à la bibliothèque et à la salle multimédia ;
- ☐ L'élaboration d'un dossier pédagogique, comprenant : Une note de présentation de chaque module, le programme détaillé, les supports pédagogiques et bibliographie correspondants ainsi que la possibilité d'utiliser les locaux et équipements pédagogiques et de recherche.

Les stagiaires auront le statut de poste gradué.

Le programme de formation et de recherche ainsi que toute autre question d'ordre pédagogique et scientifique seront validés par un conseil scientifique installé à cet effet.

- Les entités relevant du ministère de l'Energie et des Mines et de celui de l'Industrie, outre leur contribution financière, citée au second alinéa de l'article 2 de la présente convention, pourraient offrir des terrains de stage en fonction des thèmes des projets de recherche appliquée de fin de formation.
- Dans le cadre de la formation objet de cette convention, un quota sera réservé aux entités relevant du ministère de l'Energie et des Mines et de celui de l'Industrie. Les critères de sélection de ce personnel seront convenus avec le Ministère de la Transition Énergétique et des Energies Renouvelables.

Article 5 : Dispositif de suivi

Pour assurer le bon déroulement de la prestation, visant à développer et à promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, objet de la présente convention cadre, les parties conviennent de faire un point de situation régulier, pour veiller à l'application de la présente convention et définir les modalités d'exécution des prestations correspondantes.

Article 6 : Remise des diplômes de fin de formation

A la fin de la formation, une cérémonie de remise des diplômes, justifiant la dispense de la Post Graduation Spécialisée en énergies renouvelables, sera organisée sous l'égide du Ministère de la Transition Énergétique et des Energies Renouvelables et honorée par Monsieur le Ministre.

Article 7 : Prise d'effet

La présente convention cadre entrera en vigueur à compter de la date de sa signature par les parties citées à l'article 2, ci-dessus. Elle est établie pour une période de 18 mois correspondant à la durée de la formation.

Article 8 : Reconduction de la convention

La présente convention pourrait être renouvelée, après consultation et accord des parties, pour les besoins éventuels d'autres sessions de formation de Post Graduation Spécialisée en énergies renouvelables et efficacité énergétique.

Article 9 : Résiliation

La présente convention Cadre pourra être résiliée par chacune des parties signataires sous réserve du respect d'un préavis de six mois par l'envoi d'une notification avec accusé de réception. Néanmoins, la résiliation de cet accord doit se faire à l'amiable et ne peut en aucun cas porter préjudice aux collaborations en cours.

Alger : (siège du MTEER), le

25 MAI 2021

Les signataires :

P/Le Ministère de la Transition Energétique
et des Energies Renouvelables :

وزير الانتقال الطاقوي
والطاقات المتجددة
الأستاذ شمس الدين شيتور

P/Le Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique :

وزير التعليم العالي والبحث العلمي
أ.د عبد الباقي بن زيان

P/Le Ministère de l'Energie et des Mines :

وزارة الطاقة والمناجم
وزير الطاقة والمناجم
عرقاب محمد

P/Le Ministère de l'Industrie :

وزارة الصناعة
Dr. BACHA Mohamed
Ministre de l'Industrie